

C.P.I.D.

Présidente

Cécile RILHAC

Députée du Val-d'Oise

Vice-présidents

André CHASSAIGNE

Député du Puy-de-Dôme

Yannick FAVENNEC

Député de la Mayenne

Philippe GOSSELIN

Député de la Manche

Hervé SAULIGNAC

Député de l'Ardèche

Membres

Benoît BORDAT

Député de Côte-d'Or

Émilie CHANDLER

Députée du Val-d'Oise

Vincent DESCOEUR

Député du Cantal

Nadia HAI

Députée des Yvelines

Amélia LAKRAFI

Députée français établis hors de France

Constance LE GRIP

Députée des Hauts-de-Seine

Gérard LESEUL

Député de Seine-Maritime

Olivier MARLEIX

Député d'Eure-et-Loir

Naïma MOUTCHOU

Députée de Val-d'Oise

Bertrand PANCHER

Député de la Meuse

Maud PETIT

Députée de Val-de-Marne

Caroline YADAN

Députée de Paris

Hubert WULFRANC

Député de la Seine-Maritime



Comité parlementaire pour un Iran démocratique

Iran : soulèvement pour une République démocratique

Février 1979-2023

Le Comité parlementaire pour un Iran démocratique (CPID) a organisé le mardi 7 février un colloque intitulé « IRAN : Soulèvement continue pour une République démocratique » à la salle Colbert de l'Assemblée nationale. Cet événement coïncide avec la veille de la date anniversaire de la chute de la monarchie en Iran, le 11 février 1979. Une journée très symbolique pour tous les iraniens.

Le CPID n'a pas attendu les événements de septembre 2022 pour porter la voix du peuple iranien - particulièrement des Iraniennes qui sont à l'avant-garde de ce mouvement - en quête d'une véritable démocratie. Notre comité a parcouru un long chemin au fil de quinze années et a partagé avec la résistance des iraniens face à la dictature religieuse, des valeurs qui correspondent parfaitement aux valeurs républicaines et de l'état de droit. Ces valeurs figurent dans le programme en 10 points que Maryam Radjavi, la présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne, propose pour un Iran libre, débarrassé de la théocratie des mollahs.

Parmi ces valeurs et principes démocratiques, il y a les élections libres, donc le choix du suffrage universel comme seule source de légitimité d'un pouvoir. C'est pourquoi nous rejetons toute forme de dictature : que ce soit celle des mollahs qui se donnent une légitimité « divine » pour réprimer violemment le peuple ; ou l'ancienne dictature monarchique qui se donnait une légitimité par un lien de sang et de parenté, pour réprimer elle aussi la population. Par conséquent ce slogan qui nous parvient des rues d'Iran « à bas l'opresseur, qu'il soit chah ou mollah » est aussi notre devise.

Lors de notre réunion du 7 février, nous avons eu un échange sur cette situation avec Mme **Ingrid Betancourt** ; M. **Alejo Vidal Quadras** (président de In Search of Justice ; ISJ-International Committee, ONG basé à Bruxelles); vice-président du Parlement Européen (1999-2014) ; Me **Dominique Attias** (Ancienne Vice-Bâtonnière de l'Ordre des Avocats à la Cour d'Appel de Paris). Nous avons également auditionné Mme **Maryam Radjavi**, qui a été auditionnée également par des comités homologues au nôtre, dans les parlements britannique, belge, italien, irlandais, et canadien ; a adressé un message à cette réunion. Elle nous a assuré que « Rien ne sera plus comme avant et l'Iran ne va pas retourner en arrière. Ni au passé proche d'une normalisation de la dictature des mollahs, ni au passé plus lointain de la dictature d'un chah ».

Nous croyons que la France devra tourner la page des discussions interminables avec ce pouvoir et d'appliquer la résolution adoptée à une écrasante majorité au Parlement européen demandant d'inscrire le corps des gardiens de la révolution sur la liste des entités terroristes.

Le gouvernement français doit se placer aux côtés du peuple iranien et reconnaître son droit à résister et à se défendre légitimement devant les forces répressives cruelles.

Secrétariat du CPID

Paris – le 9 février 2023